

# Bruxelles ville musulmane en 2030 ?

*Le mardi 18 mai s'est tenu à Bruxelles le meeting national du Parti Populaire.*

*A cette occasion, je devais prononcer un discours que j'avais intitulé « Bruxelles, ville musulmane en 2030 ? ».*

*Je n'ai pas pu prononcer ce discours étant interdit de parole à un meeting que j'ai initié et organisé.*

*Le co-président Rudy Aernoudt en a décidé ainsi car il est un supporter d'ECOLO, un parti qui prône les « accommodements raisonnables », ce qu'aucun membre ou électeur du PP ne souhaite.*

*Ne pouvant donc y prendre la parole, je vous livre en annexe ce discours censuré.*

*Aldo-Michel Mungo*

*Ancien membre du Bureau Politique du Parti Populaire*

*Bonsoir.*

*Il y a quelques semaines, l'hebdomadaire Le Vif/L'Express titrait en couverture « Bruxelles musulmane en 2030 ? ».*

*Ce titre m'a interpellé, et le contenu du dossier encore davantage.*

*Car s'il y a un point d'interrogation en couverture, l'analyse n'exclut pas le scénario d'une capitale européenne devenue musulmane dans à peine 20 ans.*

*Ce n'est donc pas de la politique fiction.*

*Pourquoi ce scénario est-il inquiétant ?*

*Pas parce que nous serions opposés aux religions, notamment à l'islam.*

*Pour ma part, les croyances des gens, leur spiritualité, je ne m'en soucie guère. Chacun est libre de croire ou de ne pas croire.*

*Comme vous le savez, il existe en Belgique deux principes qui règlent cette question : la liberté religieuse et la neutralité de l'Etat.*

Cela veut dire que la religion est libre de s'exprimer tant qu'elle n'interfère pas dans le fonctionnement des institutions, et tant que le prescrit religieux ne s'impose pas aux autres citoyens.

Notre cohésion sociale repose en grande partie sur ce socle égalitaire.

C'est un contrat social qui garantit la neutralité de l'Etat dans le traitement égal de chaque citoyen.

Dans nos états occidentaux, la religion n'a pas à intervenir dans la vie de la Cité. Aucune loi, aucune norme ne peut être dictée par une autorité ou une pratique religieuse et s'imposer aux autres citoyens.

La neutralité de l'Etat n'a pas été facile à obtenir : souvenons-nous des conflits qu'il a fallu régler pour que l'Eglise catholique se retire du champ politique. Mais dans le même temps, les chrétiens ont conservé le droit de croire et de pratiquer en toute liberté leur religion, dans la sphère privée.

Le problème est ailleurs. Il n'est pas religieux, il est politique.

Ce qui est en cause, ce n'est pas la religion musulmane, c'est l'islam politique qui veut introduire la charia dans notre société.

Car tout nous démontre que l'islam politique veut transformer la façon de vivre des habitants de ce pays.

Et n'ayons pas peur des mots : l'islam politique est une idéologie d'extrême droite, fascisante, qui instrumentalise la religion pour parvenir au pouvoir et régir la Cité de manière totalitaire.

Le problème n'est pas religieux, il est politique. ET SOCIAL. J'insiste sur le mot : social.

Car que se passera-t-il si nous continuons à faire des concessions à ceux qu'on appelle les « barbus » ?

Nous vivrons tout simplement une vaste régression sociale.

Nous reviendrons sur plus d'un siècle de conquêtes : l'émancipation de l'individu face au clergé, l'égalité hommes-femmes, la laïcité, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, la

mixité, le droit à l'enseignement pour tous, le droit au travail, la fin des prescrits religieux, la liberté d'expression et de pensée. En un mot, la fin des dogmes imposés par les clercs.

C'est cela qu'une minorité de musulmans tente de remettre en question. Je parle d'une minorité de musulmans.

Mais hélas, ce sont les plus actifs, les plus visibles.

Je dirais : les plus malins.

J'insiste vraiment sur ce mot : social.

Dans notre programme, nous affirmons que « les politiques actuelles conduisent au communautarisme et au repli sur soi identitaire ». Nous proposons donc de rompre avec cette mauvaise politique qui multiplie les concessions à l'islam rigoriste.

Notre attitude est la plus humaniste, la plus sociale.

C'est le combat des Lumières.

Et je dis à ceux qui nous traitent de populistes : nous sommes les plus sociaux, les plus progressistes.

Que constatons-nous dans certains quartiers de Bruxelles ?

Une atmosphère étouffante, des pressions et des injures visant les femmes qui ne portent pas le voile, l'interdiction de fait des commerces qui ne sont pas halal. C'est-à-dire la disparition de tout commerce vendant de l'alcool, du porc et tout ce qui est « illicite » aux yeux des nouveaux inquisiteurs religieux.

Des écoles où les professeurs ne peuvent plus parler du darwinisme, des croisades ou de la Shoah sans se faire insulter.

Des mosquées qui dictent leur volonté à des dirigeants de gauche qui, par électoralisme, ont tourné le dos à la laïcité. Par actions disséminées, les islamistes transforment notre ville et introduisent petit à petit des éléments de la charia pour tenter d'en faire une ville musulmane.

Mais il faut oser le dire : la charia est contraire aux valeurs de notre civilisation gréco-chrétienne. D'ailleurs, la plus haute juridiction du continent, la Cour européenne des Droits de l'Homme, a dit pour droit le 31 juillet 2001 que la

charia est incompatible avec le régime démocratique.

Il faut donc cesser de discutaitiller avec les islamistes sur leurs revendications.

Il faut cesser d'accepter leurs coutumes qu'ils tentent de nous imposer.

Car il faut être sot ou lâche pour ne pas admettre que l'islam est à l'assaut de l'Europe et de sa capitale.

Mais il y a plus grave : un nouveau racisme, qui s'identifie aux vociférations des rappeurs, se manifeste de manière effrayante. Des nouveaux barbares, au vocabulaire limité, crient leur haine contre « les fils de pute » que sont les Belges, les juifs, les femmes, les homosexuels et les blancs en général. Cela se traduit de plus en plus souvent par des agressions gratuites ultra-violentes. Dont sont victimes en premier lieu les homosexuels et les juifs.

Il est intolérable que, dans notre ville, les enfants juifs ne puissent plus aller à l'école publique et doivent se terrer dans des blockhaus gardés par la police.

Comment sommes-nous arrivés à une telle situation ?

La Belgique est une société d'accueil qui, historiquement, ne doit rien aux nations islamiques.

Il est vrai que les contingents d'immigrés musulmans, à partir des années '60, ont été recrutés pour servir les intérêts de l'industrie belge, nous ne l'oublions pas.

Mais aucun ouvrier n'a été déporté de force, chacun a été payé et personne n'a été retenu contre son gré en Belgique.

Ils ont été accueillis comme l'ont été les immigrés polonais, italiens, espagnols, portugais, et bien d'autres avant eux.

Comme l'a été mon père.

Comme l'ont été vos pères, mères ou grands-parents.

Car cette terre est depuis toujours une terre d'immigration et nous sommes tous des descendants d'étrangers.

Nous avons ensuite permis à ces nouveaux immigrés de s'établir et de faire venir leur famille ; nous leur avons octroyé les droits et les avantages acquis par nos aïeux ; nous avons accordé la nationalité belge à ceux qui la demandaient. Nous avons ouvert nos dispositifs sociaux à des dizaines de

milliers de réfugiés conformément aux conventions de Genève ; nous avons régularisé massivement les sans-papiers, nous avons financé la formation des arrivants et l'instruction de leurs enfants pour permettre leur intégration.

Pour éviter la concentration des enfants d'immigrés, nous avons même perdu la liberté d'inscrire les nôtres dans l'école de notre choix.

Tout cela, les Belges l'ont fait par souci de responsabilité sociale. Nous l'avons fait avec un esprit universaliste, croyant de bonne foi que ces immigrés musulmans souhaitaient vraiment partager nos valeurs et notre style de vie.

La société belge a accepté ces efforts parce que l'on a cru que « ça allait prendre », que l'apaisement viendrait, que le « creuset » finirait par fonctionner comme avec les Italiens ou les Espagnols intégrés depuis belle lurette.

Mais il faut bien constater que, pendant ce temps, l'ensemble des citoyens belges a dû supporter au quotidien les débordements violents d'une partie de la jeunesse édifiant une culture de la haine qui n'a plus de limites aujourd'hui.

Il faut bien constater aussi que certains musulmans radicaux tendent maintenant à revendiquer la non-intégration comme un droit.

Nos dirigeants politiques n'ont pas eu le courage d'identifier les signes de l'échec. Ils n'ont pas osé prendre les mesures indispensables pour préserver la cohésion sociale quand il devenait évident qu'elle était en péril ... et quand il était encore temps !

Ils ont préféré taxer ceux qui ne se plaignent pas pour apaiser à coups de subsides ceux qui se plaignent sans arrêt.

Les nains ont regardé leurs chaussures dès que les problèmes ont surgi.

Paralysés par le « politiquement correct », les politiciens ont abandonné le principe – pourtant parfaitement légitime – qui commandait aux immigrés de s'intégrer dans la société d'accueil en assimilant sa culture.

Quelques associations antiracistes ont réussi à imposer le droit à la différence pour les immigrés musulmans et

l'obligation de s'adapter pour le reste de la population.

Les politiciens au pouvoir sont allés jusqu'à entériner le « multiculturalisme », cette idéologie hasardeuse selon laquelle des patrimoines de valeurs complètement différents peuvent former une société cohérente.

Ce multiculturalisme n'a jamais été un projet politique examiné démocratiquement ; il a été imposé par quelques associations qui ne représentent pas le peuple belge. Et les politiciens au pouvoir, à quelques exceptions près, n'ont pas eu le courage de s'y opposer.

Les nains à nouveau ont regardé leurs chaussures.

Aujourd'hui, la multiculturalité est désormais rebaptisée interculturalité, un nouveau concept qui signifie essentiellement que toute croyance – aussi ridicule ou ignoble soit-elle – est correcte et acceptable au nom de la diversité.

Ce qu'il aurait fallu c'est fixer l'intégration sociale comme mesure de notre capacité d'accepter de nouveaux arrivants.

En d'autres mots : au moment où l'intégration est tombée en panne, il aurait fallu arrêter l'immigration et consacrer l'effort public à intégrer ceux qui se trouvaient déjà là.

Au lieu de cela, on continue à ouvrir nos frontières à des pauvres gens que nous ne sommes pas en mesure d'intégrer, pour lesquels nous n'avons ni logement, ni travail.

Evidemment, il aurait fallu prendre des mesures impopulaires ; il aurait fallu être ferme ; affronter les gémissements de la gauche bourgeoise et les accusations de racisme des Bobos.

Les politiciens n'ont pas eu ce courage ; ils se sont laissé intimider par l'Inquisition antiraciste ; ils ont préféré soigner leur image, assurer leur carrière... Et regarder leurs chaussures.

Mais il faudra un jour mettre les pieds dans le plat en posant la question fondamentale : à qui doit-on la radicalisation des musulmans en raison du laxisme et de l'instauration du tabou autour de l'intégration ?

Pour résoudre le bien-vivre ensemble, il faudra davantage que cinq minutes de courage politique.

Il faudra faire le choix de la parole vraie, de la rigueur

intellectuelle.

Que faire, me demanderez-vous ? Que proposer face à ce défi ?

Il n'y a pas de solution miracle mais il y a un passage obligé : nous devons faire front devant les atteintes à la neutralité de l'Etat.

Nous devons refuser catégoriquement les privilèges qui sont réclamés pour des raisons religieuses, en dérogation à nos lois démocratiques.

Il nous revient le droit de contraindre à respecter notre contrat social quiconque prétend le violer.

Le vivre ensemble implique un changement radical d'attitude de la part de chacun.

D'une part, il faut cesser de voir en étranger tout homme dès lors qu'il n'est pas blanc: le sens de la citoyenneté n'a pas de couleur.

Mais il faut être intraitable avec ceux qui escomptent violer les valeurs du contrat social sous prétexte de leur propre origine.

A cet égard, la tolérance n'est pas de mise, et la contrainte est de rigueur.

Le mérite de l'Etat moderne est d'avoir aboli les privilèges ; nous ne devons pas tolérer qu'ils soient rétablis, au nom d'un dieu hypothétique.

Nous devons refuser toute concession au communautarisme. Et attention, aux soi-disant « accommodements raisonnables » qui ne sont rien d'autre, absolument rien d'autre, que des privilèges religieux, des lois particulières édictées pour quelques-uns. Si nous en admettons le principe, il sera impossible de faire marche arrière ensuite.

Il faut refuser ces revendications déjà acceptées par les ECOLOS et le CDH. Des revendications qui tendent à instaurer le développement séparé des différentes composantes de notre société.

Ceux qui prônent ces « accommodements raisonnables » vont dresser définitivement des murs infranchissables.

En effet, si chacun obtient satisfaction sur des particularismes identitaires, que restera-t-il du « vivre-

ensemble » ?

Rien.

Il restera une société fondée sur le développement séparé. Une société ségrégationniste.

Une société fondée sur le principe de l'apartheid.

Il faut dire non aux accommodements raisonnables qui sont la porte ouverte à la scission de la société sur des bases uniquement religieuses et qui vont organiser la société dans l'hystérie piétiste du « pur » (le Halal) et de l'« impur » (le Haram).

Nous ne pouvons nous accommoder de différences religieuses essentiellement revendiquées par des idéologues fondamentalistes et rétrogrades.

Car, dans notre société, aucun groupe ne peut se prévaloir de privilèges : tout le monde est sur le même pied.

Ces revendications se fondent sur le postulat que plusieurs civilisations peuvent coexister sur le même sol.

Cela est faux car cela mène à la guerre civile.

Et, c'est évident, seule la position laïque est à même d'assurer la paix civile.

Les seuls « accommodements vraiment raisonnables » sont ceux qui s'imposent aux derniers arrivants, comme l'exige la plus élémentaire courtoisie.

Ce que nous proposons à nos concitoyens musulmans, en plus de toute notre assistance, de toute notre solidarité sociale, à côté de tous les avantages qu'il y a à vivre en Belgique, c'est simplement qu'ils s'accoutument de nos institutions, de notre mode de vie et de nos traditions.

Ce que nous leur proposons – amicalement, avec tout le respect qui leur est dû, avec toute la considération pour les circonstances parfois difficiles qui les ont amenés à émigrer – c'est de devenir partenaires de notre contrat social et de devenir belges à part entière.

Mais nous ne pouvons accepter l'ingérence de considérations religieuses, ni donner une légitimité institutionnelle quelconque à cet effet, et encore moins considérer des financements pour de tels agencements.



Un contrat, c'est un accord par lequel chacune des parties obtient un droit qui est assorti d'un devoir. En l'occurrence, le devoir est de se soumettre aux mêmes règles que les autres citoyens.

Le rejet de ce devoir doit être compris comme un rejet de la citoyenneté belge.

Et de cela, chacun doit tirer les conséquences qui s'imposent. Nous devons être intraitables sur la liberté de conscience et d'expression; sur le pluralisme philosophique ; sur l'égalité des droits entre les individus, hommes et femmes ; sur la neutralité de l'Etat ; sur le respect de toutes les minorités ; sur la soumission au processus démocratique ; sur la soumission aux lois nationales ; et sur le respect des traditions et des usages qui sont les nôtres.

Les valeurs de la démocratie bénéficient à tous, y compris aux ennemis de la démocratie.

Ces valeurs sont notre force. Prenons garde à ce qu'elles ne deviennent pas notre faiblesse.

Nul n'entend renoncer à l'Etat de droit ; ce serait renoncer à nous-mêmes. Mais si notre droit est impuissant à faire respecter notre mode de vie, changeons-le !

Mais que constatons-nous encore ?

Une vaste régression sociale que beaucoup refusent de voir.

Je veux parler de la relégation d'un nombre croissant de femmes musulmanes à la maison parce que leurs maris rétrogrades ne veulent pas qu'elles travaillent avec des hommes.

D'une dégradation sanitaire parce que des hommes qui pensent encore vivre au Moyen-âge interdisent à leurs femmes de se faire soigner par d'autres hommes.

Des organisations islamistes sont arrivées en très peu de temps à mettre en place une société parallèle, avec son propre ordre, ses propres lois.

Pourquoi accepterait-on des imams ce qu'on a dénoncé chez les curés ou chez les rabbins ? Pourquoi cherche-t-on à se rendre sympathique auprès de ceux qui considèrent nos filles comme des putes parce qu'elles ne sont plus vierges ?

Lors des prochaines années, de nouvelles revendications vont surgir et contrarier notre droit. Elles seront influencées par les nouveaux bigots et piétistes qui seront appuyés et financés par des organisations et des pays du Moyen-Orient. Parmi ces organisations, celle des Frères Musulmans, la plus dangereuse, a déjà infiltré divers mouvements et associations, ici en Belgique.

Aujourd'hui, nous sommes confrontés à un vaste chantier d'endoctrinement sur l'infériorité des femmes mené par des prédicateurs, via les télévisions par satellite, les cassettes audio et les prêches dans les mosquées de certains imams autodidactes.

Que cela soit clair : nous nous opposerons de toutes nos forces à toute volonté d'imposer dans notre pays les lois tribales des bédouins du septième siècle !

Le regroupement familial, qui n'a jamais été sérieusement régulé dans ce pays, aboutit à l'arrivée en grand nombre de femmes et de jeunes femmes sévèrement voilées. Ces femmes sont les victimes d'un endoctrinement politique dispensé sous couvert de la religion.

Mais c'est clair : elles ne peuvent pas s'intégrer, elles ne s'intégreront jamais dans le marché du travail.

Leur famille, leur mari, ne le veulent d'ailleurs pas.

La Belgique en est donc réduite à ne plus être qu'un vaste guichet de CPAS. Une machine à distribuer l'assistanat.

Ce n'est pas tenable. Ce n'est pas digne.

Ni pour ces femmes, ni pour leurs enfants, ni pour les travailleurs belges ou immigrés installés de longue date et qui, eux, se sont intégrés.

Pour résoudre de manière efficace et rapide ces problèmes, il faut que les populations immigrées soient coupées des Etats étrangers qui tentent d'influer sur notre territoire.

Il faut réguler plus strictement le regroupement familial et les régularisations.

Il faut réformer l'accès à la nationalité.

Ce stop migratoire permettra aux ghettos de se dissoudre dans l'ensemble de la population et de refonder le contrat social

qui est le socle du vivre ensemble.

Mais il faut aller vite, on ne peut plus attendre des décennies pour renverser la vapeur. Il faudra déplaire, il faudra mettre absolument les points sur les « i ».

Ce sera un combat quotidien et le résultat dépendra des électeurs qui, conscients de la situation actuelle, décideront de nous suivre.

Car dans une démocratie, ce sont les électeurs qui ont le dernier mot.

Quels sont les principales victimes d'une immigration mal ou pas régulée, et qui est majoritairement, c'est un fait, d'origine musulmane ?

Les études sont formelles, à cet égard : ce ne sont pas les grands patrons qui sont pénalisés !

C'est le peuple, bien sûr !

Les victimes sont les travailleurs qui ont un petit salaire, et parmi eux beaucoup de Belges d'origine immigrée qui bossent, vivent paisiblement et refusent que l'islam politique contrôle leur vie.

Lorsque nous disons « Bruxelles, ville musulmane rétrograde, non merci ! ».

Lorsque nous disons « immigration non contrôlée, non merci ! ».

Lorsque nous disons « les passe-droits pour les partisans de l'islam politique et les barbus, non merci ! ».

Lorsque nous nous battons pour défendre nos valeurs, notre mode de vie.

Lorsque nous dénonçons cette gauche irresponsable qui renie la laïcité et noue des alliances avec les représentants les plus bigots des mosquées.

Lorsque nous nous opposons aux ECOLOS et au CDH qui font élire des femmes voilées ou les nomment dans l'administration.

Lorsque nous tenons ce discours, lorsque nous agissons à vos côtés pour que notre société se ressaisisse et relève la tête, Nous sommes à la pointe d'un combat qui est profondément social.

Nous sommes les remparts de la démocratie.

Pendant trop longtemps, le politiquement correct imposé par la gauche a malmené notre liberté d'expression.

Une petite caste d'intellectuels gauchistes et des staliniens rabiques comme Philippe Moureaux, l'homme qui a transformé certains quartiers de sa commune Molenbeek en vitrine du Hamas, nous ont muselés durant trop d'années.

Tous ces gens nous ont interdit de tenir un langage de vérité. Ils nous ont interdit, tout simplement, de décrire les faits. Chers amis, je crois que ce temps là est révolu.

Ils ne nous feront plus taire !

Leurs insultes, plus personne ne les écoute.

Ils sont pathétiques quand ils nous accusent d'être « racistes » ou « xénophobes ».

Ils ne sont pas seulement odieux. Ils sont surtout ridicules.

Voilà pourquoi j'affirme que les conservateurs, ceux qui organisent la régression sociale pour les femmes, les travailleurs et les jeunes, ce sont les leaders de gauche.

C'est particulièrement clair ici, à Bruxelles, où le gouvernement de l'olivier montre son aveuglement et son incompétence face à la volonté d'islamisation de certaines zones de la ville où nos valeurs, nos priorités, notre conception de la démocratie, n'ont plus droit de cité.

Cette Gauche liberticide nous dit « ce débat est nauséabond » !

Et je leur demande pourquoi ne peut-on en débattre ?

Parce qu'il y est question d'immigration et d'islam ?

Quelle surprise !

En 50 ans, la composition ethnique, culturelle et religieuse de nos villes et campagnes a changé plus vite et plus profondément qu'au cours des 10 derniers siècles, mais il ne faudrait surtout pas en parler ?

L'islam identitaire de nos villes a progressé en même temps que le djihad mondial mais ceux qui posent des questions sont des salauds.

Que des « jeunes en colère » revendiquent leur citoyenneté en proclamant leur haine de l'Occident, rien de plus normal.

C'est de l'amour déçu – une déception dont nous serions

largement fautifs.

Sur tout cela, silence radio parce qu'on risque de dérapier, c'est-à-dire de sortir des clous tracés par la coalition de l'aveuglement.

Il faut comprendre ces bons esprits : quand on n'a à sa disposition qu'un bouton pour dire oui et un autre pour dire non, ou un seul pouce qu'on peut lever ou baisser, toute question est un piège affreux.

Soit l'immigration est une chance, soit elle est une catastrophe.

Ange ou salaud, nuance interdite.

Citoyens, n'ayons plus peur ! Ne restons plus sur la défensive.

Nous sommes animés par la seule volonté que l'Europe ne bascule pas dans une autre civilisation !

Affirmons sereinement, mais avec détermination :

Le refus du communautarisme, c'est nous !

La volonté de vivre mieux, dans une ville plus conviviale, qui ne peut plus être ouverte à une immigration non régulée, c'est nous !

Le refus de la loi de la jungle, où les plus radicaux font la pluie et le beau temps et écrasent les faibles, c'est nous !

La solidarité avec ces jeunes filles qui refusent de porter le voile islamique et sont persécutées par les « grands frères », les extrémistes et les adeptes du double discours de Tariq Ramadan, c'est nous !

Chers amis, votre présence massive, ce soir, montre que vous aussi, vous êtes des Résistants.

Ensemble, résistons à l'injustice, à l'obscurantisme, à la remise en cause de l'égalité hommes-femmes.

A la négation de notre identité.

Citoyens, RESISTONS et partons à la reconquête de nos valeurs.

Ce combat, c'est celui de la démocratie au service de la liberté.

C'est le combat de la démocratie au service des droits individuels dans une société dont l'Etat garanti aussi la sécurité de chacun.

Ensemble, ayons la passion de convaincre autour de nos idées et de nos projets.

Citoyens, les seuls combats que l'on perd sont ceux que l'on ne mène pas !

Menons ensemble celui-ci.

Je vous remercie de votre attention.

**Aldo-Michel Mungo**